

Epreuve - Matière : Questions-enjeux-france-contempor.-UE..... Session : 2025.....

**CONSIGNES**

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuillet officiel, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Remplir soigneusement le cadre relatif au concours OU à l'examen qui vous concerne.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuillet officiel.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) sur le nombre total de pages que comporte la copie (y compris les pages vierges).
- Placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre de numérotation des pages.

Question 1.

I Le budget vert est un rapport élaboré par les ministères de l'économie et de la transition écologique, et qui analyse l'impact environnemental du projet de loi finances. Ce rapport classe les dépenses en fonction de leur impact environnemental, et leur attribue un "code couleur":

- vert si les dépenses ont un effet positif sur l'environnement
- gris si elles sont neutres
- jaunes si elles sont défavorables
- mixte si elles ont des effets à la fois positifs et défavorables
- "non cotées": pour les dépenses pour lesquelles il n'y a pas de données suffisantes.

Six catégories sont identifiées: la rénovation (énergétique) des bâtiments, les investissements dans les mobilités plus vertes, les collectivités notamment pour le verdissement et le fond vert, mais aussi des ressources naturelles (préservation de la biodiversité et des espaces verts au sens large), l'énergie (biocarburant par exemple), et enfin la compétitivité verte.

Le budget vert sert de boussole écologique, et budgétaire, et se veut un outil d'aide à la décision utilisable par les décideurs.

La prise de conscience globale du réchauffement climatique a mené les pays, principalement de l'OCDE, à se réunir et à se fixer des objectifs environnementaux : accords de Paris, One Planet Summit...

En 2022, 24 pays ont adopté des budgets verts.

En France, en 2019, le gouvernement demande à classer les dépenses.

Le budget vert est présenté lors du projet loi finances.

Au niveau local, en France, à ce jour, une centaine de collectivités territoriales ont un budget vert, et le principe devrait s'appliquer à l'ensemble des régions et collectivités territoriales. (loi finances 2024).

En effet, les collectivités sont au plus près des thématiques "vertes", et définissent les projets et les budgets. C'est un meilleur essai. Les collectivités interviennent dans les investissements et projets pour le transport, la rénovation énergétique, entre autres, et font preuve de nombreuses initiatives locales.

## II - Question 2.

Le budget vert est un outil d'aide à la décision utilisable par les décideurs.

Il permet d'analyser les investissements verts, par exemple au niveau local, et permet de suivre la progression des investissements "verts".

Son moteur est la protection de l'environnement, le suivi est celui du budget qui y est dédié.

Les secteurs suivis sont :

- rénovation des bâtiments
- mobilités : train, le fluvial et maritime, véhicules plus "verts"
- collectivités
- ressources naturelles, préservation de l'environnement et de la biodiversité ...
- compétitivité verte (l'ADEME)

### III Questions 3

En termes de résultats, on remarque une évolution. Les dépenses favorables ont augmenté de 35%. alors que les dépenses défavorables ont baissé de 15%.

Cela semble encourageant.

Cependant, le bilan est mitigé.

Il y a en effet plus de dépenses vertes, surtout pour les mobilités durables, l'électricité renouvelable, la rénovation énergétique des bâtiments, l'agriculture biologique, pour la préservation de la biodiversité et des forêts.

Mais seulement 10% des dépenses ont été identifiées comme ~~verts~~ ayant un impact sur l'environnement, dont 7% "verts". Les 90% restants n'ont pas pu être classés comme ayant un impact.

Il faudrait pouvoir appliquer une classification pour ces dépenses également.

Autre limite : le budget vert est identifié lors du budget/loi finances, une fois par an. Il serait bon d'effectuer un suivi en cours d'année et une évaluation en temps réel.

Beaucoup d'investissements reposent sur les collectivités territoriales. Elles vont devoir adapter et affiner leur nomenclature analytique pour pouvoir identifier plus clairement ces investissements.

Le budget vert est un outil vertueux mais qui gagnerait à être plus développé : cela permettrait de mieux identifier la catégorie de dépense. C'est un bon début.

# Enjeux de la France Contemporaine et de l'Union Européenne.

## Question 1.

L'idée d'une construction européenne a fait surface dans une Europe exangue et en ruines après deux guerres mondiales. La France et l'Allemagne se sont lancés dans une coopération qui a abouti à une union très large de pays européens.

En 1950, Schuman propose une coopération franco-allemande sur le charbon et l'acier. La CEECA voit le jour en 1951, et ce qui a débuté comme une communauté économique de charbon et d'acier est maintenant l'Union Européenne de 27 pays.

En 1957, la CEE (Communauté Economique Européenne) voit le jour.

Les enjeux de la coopération Européenne sont d'établir un environnement propice à la paix et à la coopération entre les pays. Les principes qui s'y sont implantés sont ceux de la libre circulation des biens et des personnes, ainsi que des capitaux. La libre concurrence est un autre de ces principes.

Les six pays fondateurs sont la France, la République Fédérale d'Allemagne, l'Italie et le Benelux. (Belgique, Pays Bas, Luxembourg)

La CEECA a permis des échanges de charbon et d'acier pour reconstruire les pays en ruines, et a également ouvert la voie à la construction d'une entente entre pays européens.

## Question 2.

L'Union Européenne d'aujourd'hui s'est construite par étapes.

Tout d'abord la création de la CEECA en 1951.

Est venu ensuite la CEE, en 1957.

L'Union Européenne est l'aboutissement de plusieurs traités: traité de Maastricht, entre autres.

La monnaie européenne, l'Euro a été mise en place en 2002.

L'Union Européenne étend ses champs d'actions, mais intègre également d'autres pays

Epreuve - Matière : Questions - enjeux France contemporaine - UE Session : 2025

**CONSIGNES**

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuillet officiel, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Remplir soigneusement le cadre relatif au concours OU à l'examen qui vous concerne.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuillet officiel.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) sur le nombre total de pages que comporte la copie (y compris les pages vierges).
- Placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre de numérotation des pages.

Aux 6 pays fondateurs, se sont ajoutés au fil des années d'autres pays :

1973, Danemark, Irlande, Royaume-Uni  
1981, Grèce  
1986, Espagne et Portugal.  
1991: chute du mur de Berlin donc réunification des deux Allemagnes, l'ex RDA est intégrée avec l'ex RFA.  
1995: Autriche, Finlande, Suède (Somme de 15)  
2004: intégration des 10 pays "PECO", pays de l'Europe Centrale et Occidentale, qui a mené l'UE à avoir une taille et une diversité d'Etat plus importants.  
2007 : Bulgarie et Roumanie  
2013 : la Croatie

En 2020, après de longues négociations, le Brexit lancé par Boris Johnson abouti et le Royaume Uni sort de l'UE.

On compte 27 pays membres à ce jour.

Aujourd'hui, 3 pays supplémentaires ont exprimé leur souhait d'intégrer l'UE : l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie.

La demande ne surprend pas, du fait du contexte géopolitique tendu et des conflits avec la Russie.

Pour pouvoir intégrer l'UE ~~se~~ pouvoir intégrer son fonctionnement, il faut respecter plusieurs critères.

Ce sont les critères de Copenhague (1993).

Les États doivent avoir des institutions stables, une économie saine, et pouvoir intégrer l'acquis communautaire, donc appliquer les principes du droit communautaire à leur réglementation nationale.

Lorsque ces critères sont validés, le Conseil Européen vote - les 27 chefs de États membres doivent voter à l'unanimité.

Ces critères impliquent des réformes profondes de la part des États candidats : corruption ou démocratie fragile sont des freins. Les 3 candidats ont du chemin à faire : problèmes géopolitiques, guerre en Ukraine, non reconnaissance du Kosovo...  
Pour en citer quelques-uns.

### Question 3.

L'Union Européenne mène un grand nombre de politiques publiques :

- coopération industrielle (aéronautique, aérospatial)
- politiques sociales et sociétales : migration de travail, sécurité sociale...
- aide à la mobilité étudiante avec le programme Erasmus
- aide aux régions les plus pauvres : politique régionale puis de cohésion.
- La Politique Agricole Commune, l'environnement.
- l'égalité homme-femme
- les droits de l'homme.

Pour cadrer la tendance neo-libérale des années 1980, un pacte de bonne conduite a été élaboré. (Charte de bonne conduite)

Les États ne sont pas toujours d'accord avec les lignes politiques définies par l'UE.

#### Question 4.

Aujourd'hui, plusieurs chantiers attendent l'UE.  
Les actions liées au climat sont importantes, pour contraindre le réchauffement climatique et favoriser la protection de l'environnement et de la biodiversité.

La population européenne vieillit, et il faut anticiper et traiter les problématiques liées au vieillissement démographique (renouvellement de générations soin aux seniors...)

La numérisation et la cybersécurité sont également d'actualité.

Aujourd'hui, D. Trump rebat les cartes de la coopération internationale, du point de vue politique et dans les échanges commerciaux mondiaux avec la hausse massive des droits de douane.

On pourrait craindre que d'autres tensions se réveillent, et s'ajoutent aux conflits qui ont ressurgi sous Biden.

Il est primordial que l'Europe reste unie, et que la France et l'Allemagne adoptent une position commune forte.

Les deux pays, et par extension l'UE, doivent continuer à s'affirmer sur la scène internationale.

